

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹ COMPTE RENDU TRIMESTRIEL

30 septembre 2009

Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	UNICEF	Domaine Prioritaire:	Reforme du Secteur de la Sécurité		
Autorité(s) nationale(s):	Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale				
Numéro du Programme:	PBF/CAF/B-2				
Nom du Programme:	<i>Prévention de recrutement, Démobilisation et Réintégration socio-économique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits</i>				
Budget Total:	2 000 000 USD				
Zone d'intervention:	Préfectures de l'Ouham, Ouham-Pende ? Nana Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto et Kemo				
Durée du Programme:	18 mois	Date de démarrage:	09 février 2009	Date de clôture:	Juillet 2010
Montants engagés:	2 000 000 USD			Pourcentage du montant approuvé:	100%
Montants déboursés:	1 953 458 USD			Pourcentage du montant approuvé:	97.7 %
Date d'approbation/Comité de Pilotage:	12 novembre 2008			Date de démarrage effectif :	Janvier 2009
Retard éventuel (mois):		Commentaires:			

Objectifs:	Réalisations/Résultats:	Pourcentage de réalisation:
Résultat 1 Au moins 3 CTO sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge	<ul style="list-style-type: none"> • 2 centres de transit et d'orientation d'une capacité minimale de 50 enfants ont été établis, équipés et sont aujourd'hui opérationnels à Bocaranga par l'ONG IRC et à Doko sur l'axe Bocaranga-Mann) et Paoua (à Gadoulou sur l'axe Bossangoa-Paoua) par l'ONG DRC. • Conclusion de 2 accords de collaboration impliquant d'une part PAM-UNICEF et DRC et d'autre part PAM-UNICEF-IRC d'autres pour l'assistance en vivres aux enfants associés aux groupes armés démobilisés et référés aux CTO pour leur prise en charge temporaire. • Un autre protocole d'accord a été conclu avec le CICR concernant la recherche et la réunification familiale. Cependant, comme des nombreux enfants sont restés en contact avec leurs familles 	

¹ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

<p>temporaire ; 90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA</p>	<p>pendant leur association à l'APRD, les recherches et réunifications familiales sont directement faites par les partenaires DRC et IRC en vue de raccourcir le processus et la durée de leur prise en charge dans les CTO. CICR n'intervient ainsi que pour les cas de recherches transfrontalières ou dans les zones non couvertes par les partenaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • UNICEF et ses partenaires ont poursuivi leurs efforts de plaider auprès de l'APRD en rapport avec la non utilisation des enfants par les forces et groupes armés et la démobilisation de ceux déjà associés. • A kaga-Bandoro, 6 EAFGA démobilisées en 2007, ex-APRD venus de Bouar sont suivis en vue d'une prochaine réinsertion communautaire a Ouandago, Botto et Bangui. • A Kaga Bandoro, 1 adolescent qui se dit EAFGA, qui a été pris a parti par des éléments de l'APRD est en famille d'accueil a Kaga Bandoro. Le suivi est fait par IRC. • En plus des enfants sortis des rangs de l'APRD au courant de cette période (voir plus bas) une liste de 50 autres enfants a été remises à IRC dans la zone de Bocaranga pour vérification. Aussi DRC a identifié environ 100 autres enfants dans la zone de Paoua. • UNICEF et ses partenaires estiment à environ 350 le nombre d'enfants encore associés à l'APRD dans la préfecture de l'Ouham Pendé. • Au vu du nombre réduit d'enfants à démobiliser dans la zone de Kaga Bandoro, il a été décidé de ne pas installer un CTO mais de travailler à travers des familles de transit pour la prise en charge temporaire des enfants démobilisés avant leur réunification familiale. Une dizaine de famille de transit a été identifiée et sensibilisée sur leurs rôles. • 389 (338 garçons, 51 Filles) enfants associés aux groupes armés ont été démobilisés. Ces derniers ont été soit référés aux 2 CTO ou directement réunifiés avec leurs familles. Ces derniers ont été soit référés aux 2 CTO ou directement réunifiés avec leurs familles. • 11 délégué techniques villageois, un superviseur et 19 animateurs des centres d'alphabétisation formés pour l'accompagnement des EAFGA dans la zone de Bocaranga. • 31 staff des ONG partenaires ont été formés sur les principaux modules inter organisations concernant protection des enfants dans les urgences notamment la séparation familiale, les enfants associés aux groupes armés, les violences sexuelles et basées sur le genre(SGBV) et la prise en charge psychosociale des enfants affectés par les conflits armés. • Les enfants associés aux groupes armés démobilisés ont été référés aux 2 CTO 	
<p>Résultat 2.1 Les ex EAFGA et OEV y compris les survivants de SGBV identifiés a</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 388 (337G, 51F) enfants démobilisés ont pu être réunifiés à leurs familles, soit environ 100% du total d'enfants démobilisés en ce jour. • L'IMC base a Tirigoulu (Vakaga) a identifié 98 ex-EAFGAs dont 86 cas sont suivi. Les besoins en renforcement de capacités en 	

<p>travers le processus reçoivent des services et divers appuis, visant à réduire les effets du conflit sur leur vie</p>	<p>matière de protection des enfants de 18 villages dans les communes de Ouandja et Voukouma ont été évalués.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les enfants démobilisés reçoivent un screening médical complet au moment de leur admission aux CTO. Dans la région de Paoua, un accord a été conclu avec MSF pour la prise en charge médicale des enfants malades. Aussi comme nous l'avions mentionné plus haut, un protocole d'accord conclu avec CICR définit les mécanismes d'échange d'information sur les enfants séparés en vue de la recherche des familles. • 72 pairs éducateurs responsables de l'organisation et la mise en place des activités récréatives pour 200 enfants vulnérables dans 07 écoles communautaires de Kaga Bandoro ont reçu une formation sur la protection des enfants, suivi et supervision des enfants ainsi que les techniques d'organisation des activités récréatives de qualité pour les enfants. • Les activités communautaires d'appui psychosocial aux enfants vulnérables se mettent graduellement en place. Dans ce cadre, UNICEF a fourni 10 kits récréatifs aux partenaires pour l'organisation des activités récréatives pour environ 1372 enfants dans les régions de Bocaranga et de Paoua • 322 enfants démobilisés, soit environ 82% du nombre total ont pu bénéficier d'au moins une visite de suivi à domicile de la part des agents sociaux des ONG partenaires. • 52 volontaires communautaires ont été formés sur les mécanismes de référencement et les directives inter organisations sur la prise en charge des violences sexuelles et basées sur le genre. • 97 cas de violences sexuelles ont été identifiés et assistés • A la Nana-Gribizi, 20 cas de violations graves (viol, maltraitance, séquestration, violence physique, mariage précoces) ont été orientés et suivis soit par IRC ou par la Direction Régionale des Affaires Sociales (Préfectures de la Kemo et Nana Gribizi). • Des mécanismes de référencement pour une prise en charge médicale et psychosociale appropriée des violences basées sur le genre ont été établis dans 252 villages dans la zone couverte par le projet. • A Ouadda Djalle, l'IMC a mené des sessions de sensibilisations auprès des groupes à risque (jeunes filles) et auprès des homes sur la problématique du GBV au niveau communautaire. Un plan d'action a été élaboré. Le personnel médical de IMC a été formé sur la prise en charge médicale et psychosociale. • En 2007, plus de 1300 cas de GBV avaient été identifiés par IRC Kaga Bandoro. Pour 2009 (jusqu'en août 2009) seulement une quarantaine de cas identifiés. Les fillettes sont les victimes privilégiées et les viols se font de plus en plus au sein de la communauté. Il devient ainsi difficile de les identifier et de les suivre (stratégie à revoir). • Entre novembre 2008 et avril 2009, 7 nouveaux cas GBV ont été identifiés dans la communauté dont un nourrisson de moins d'un an et un garçon de moins de 15 ans. • 1290 personnes dont 318 autorités civiles locales et 972 acteurs armés incluant la MICOPAX, FACA et l'APRD ainsi ont été formés et/ou sensibilisés sur les droits humains, le droit humanitaire 	
---	---	--

	<p>international et les droits de l'enfant et de la femme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les membres des réseaux communautaires de la protection de l'enfant ont reçu une formation sur les droits des enfants, ils ont aussi été sensibilisés sur leurs rôles. • Des formations similaires ont aussi été dispensées à l'intention de 1054 maîtres parents, enseignants, les directeurs des écoles et les associations des parents d'élèves • 30 animateurs communautaires de protection CARITAS ont été formés et équipés pour la préfecture de Nana Gribizi • 1301 personnes ont été sensibilisées (261 femmes, 539 filles et 501 garçons) sur les Droits des Enfants par les animateurs de protection de CARITAS Kaga Bandoro. 	
<p>Résultat 2. 2. Les ex EAFGA (y compris forces d'auto défense) OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés à travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 30 jeunes en situation difficile (orphelins, déscolarisés) ont eu accès au centre de formation professionnel (Ndowara de CARITAS Kaga Bandoro) avec une majorité de filles (environ 53,33%). Aucun apprenant n'a été identifié comme EAFGA ou victime de violence sexuelle. • Les besoins en réhabilitation de 7 centres communautaires identifiés dans la région de Kaga Bandoro et Bocaranga ont été évalués. Ces structures seront utilisées comme cadre pour la formation socioprofessionnelle en compétences de vie et l'éducation non formelle des enfants et jeunes vulnérables, y compris ceux qui seront démobilisés. • Un puit d'eau est en train d'être aménagé dans la communauté d'accueil du CTO établi dans la zone de Paoua et pourra desservir environ 400 ménages, soit environ 2000 personnes. • L'IRC a mis en place 7 réseaux de protection de l'enfant au niveau communautaire. Les communautés ont reconnu à l'enfant EAFGA une protection spéciale et mettent tout en œuvre pour prévenir les violations liées à leur enrôlement. • En vue d'améliorer la protection des enfants, 240 JVC (Jeunes Volontaires Communautaires) ont été identifiés, formés dans les villages cibles en fonction des problématiques (axe Kaga-Ouandago). Actuellement 17 JVC sont pris en charge avec une faible implication des jeunes filles. 	
<p>Résultat 2.3 les ex EAFGA (y compris ceux des forces d'auto défense), OEV, Survivants de SGBV et autres personnes affectées par le conflit identifiés à travers le programme reçoivent divers appuis relatifs au relèvement communautaire y compris des AGR adaptés à</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le profilage et l'identification du projet de vie des enfants est une activité de routine inclus dans le cadre de la documentation et des interviews des enfants démobilisés et autres enfants vulnérables identifiés à travers les réseaux communautaires. • 399 enfants affectés par les conflits dont 49 enfants ex-associés aux groupes armés participent dans des cours de rattrapage et d'éducation non formelle afin de les préparer au retour dans les écoles formelles. • 265 (92 filles, 173 garçons) autres enfants dont 12 enfants ex-associés participent dans des formations en métiers (menuiserie, couture) et/ou référés à des coopératives locales d'artisans. • Des enquêtes socio-économiques à petite échelle ont été menées dans les villages cibles afin d'élaborer une stratégie de mise en place des moyens subsistance/alternatives socio-économiques pour appuyer la réintégration communautaire des enfants vulnérables. 2,886 (1,053 enfants, 822 femmes et 991 hommes) personnes au total ont participé dans ces enquêtes. 	

<p>leurs besoins spécifiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • UNICEF a aussi contribué à l'amélioration du questionnaire pour l'étude sur les opportunités de réinsertion pour les jeunes commissionnée par le PNUD dans le cadre du DDR adulte. Le résultat de cette étude pourra ainsi compléter les enquêtes à petite échelle faites par les partenaires. • 1537 (575 filles, 1156 garçons) enfants identifiés comme vulnérables dont environ 194 sont des enfants ex-associés aux groupes armés) par leurs communautés respectives ont pu bénéficier d'une formation et appui en activités génératrices de revenus (agriculture et élevage) afin de les doter des meilleures options de moyens de subsistance et réduire ainsi leur exposition aux abus et exploitation futurs. • 63 coopératives communautaires agricoles ont été identifiées ; leurs capacités opérationnelles ont aussi été évaluées. • 11 personnes identifiées comme mentors professionnels pour les jeunes ont reçu une formation de 10 jours sur les techniques agricoles et d'élevage, leurs rôles et leurs responsabilités en tant que conseillers agricoles pour soutenir la réinsertion économique des enfants et jeunes vulnérables. 	
<p>Résultat 3.1 Les Six violations graves des droits de l'Enfant en situation de conflit tels que décrits dans la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont collectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1230 personnes dont 318 autorités civiles locales et 912 acteurs armés incluant la MICOPAX, FACA et l'APRD ainsi ont été formés et/ou sensibilisés sur les droits humains, le droit humanitaire international et les droits de l'enfant et de la femme, y compris la résolution 1612 du CSNU concernant les graves violations des droits des enfants pendant les conflits armés. • UNICEF a appuyé la mise en place d'un groupe de travail sur la 1612 au niveau au niveau national. Les procédures pour la collecte et la vérification des informations sur les violations graves des droits de l'enfant par les différents groupes armés et les forces opérant en RCA ont également été élaborés. • Suite a la crise armée inter communautaire a Birao, on a vérifié que bâtiments scolaires sur 4 ont été détruits ainsi que des tables bancs. 	
<p>Résultat 3.2. Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le terrain, des mécanismes de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont pu être établi, bien qu'ils méritent toujours d'être renforcés. • Aussi, tous les accords signés avec les partenaires dans le domaine de la protection des enfants incluent aussi le volet de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants. Ce qui permet de diversifier les sources de collecte des informations concernant la 1612. • Bien qu'au niveau national la task force ne se réunit pas de façon régulière, le calendrier des sous clusters protection de l'enfant récemment mis en place sur le terrain prévoit des réunions mensuelles. • Les chargés de programme de protection de l'enfant dans les bureaux de terrain sont aussi des points focaux pour la collecte d'information concernant les graves violations des droits des enfants sur le terrain. • Aussi au niveau national UNICEF est membre de la task force sur la 1612 et du cluster protection, ce qui permet de maintenir un 	

	<p>contact régulier avec les partenaires et les membres de la task force impliqués dans la collecte d'information sur la 1612.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le premier rapport au Conseil de sécurité a aussi été produit au courant du 1^{er} trimestre 2009. • UNICEF a aussi contribué à la note horizontale sur la 1612 qui devrait être soumis au CSNU au courant de ce mois de septembre. • UNICEF RCA en collaboration avec le siège et Columbia University a organisé une étude sur l'ampleur de 4 graves violations des droits des enfants cités par la résolution 1612 à l'échelle nationale. Le rapport final vient d'être finalisé et pourra être partagé avec les partenaires très incessamment. Les éléments et recommandations ressortis de ce rapport serviront pour l'élaboration d'une stratégie concertée de plaidoyer au niveau national. • la mise en place en juin 2009, d'un cadre d'échange appelé Sous Cluster Régional « Child Protection » pour la Nana Gribizi et la Bamingui Bangoran permet de suivre la situation des enfants dans ces 2 Préfectures. • Plusieurs Organisations locales exploitent les recommandations de la Résolution 1612 dans les propositions de projets. Mais des renforcements de capacités sont encore a faire sur le terrain pour une mise en œuvre efficiente. 	
--	--	--

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

Le projet est fort bien avancé dans la mise en œuvre des activités. Prochainement, l'UNICEF et les partenaires vont commencer à travailler avec les leaders communautaires dans les villages à forte concentration des forces d'autodéfense, y compris les chefs de ces milices pour les sensibiliser sur la question de non participation des enfants dans ces groupes. D'autres actions prévues sont les suivantes :

- Poursuivre le renforcement des capacités des partenaires à travers les formations. Pour augmenter sa capacité de *coaching* et de monitoring des projets des partenaires sur le terrain, UNICEF est en train de renforcer sa présence sur le terrain en recrutant des spécialistes de protection qui seront respectivement basés à Paoua et Ndélé
- Expansion de la couverture des programmes de réponse aux violences sexuelles à travers la diversification du partenariat. UNICEF envisage la signature des contrats à petite échelle avec des associations comme ACABEF (Association Centrafricaine pour le Bien Etre de la Femme) ou AFJCA (Association des Femmes Juristes Centrafricaines) dans le domaine de la sensibilisation aux violences et fourniture des conseils aux victimes sur la santé reproductive et l'assistance juridique.
- Identifier les organisations à base communautaires et les ONG locales avec lesquelles on pourrait collaborer pour soutenir les interventions dans la région.
- Diversification des mécanismes de collecte d'information à travers le développement d'un partenariat avec les ONG locales et la mise en place des réseaux communautaires de protection de l'enfant.